

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Les économistes québécois sont préoccupés par l'endettement des ménages

QUÉBEC, le 19 mars 2018 –Selon un sondage interne effectué au début de mars en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, une forte majorité des membres de l'Association des économistes québécois jugent préoccupant (74 %) ou même très préoccupant (16 %) l'endettement des ménages québécois.

Les économistes consultés sont plus partagés quant à l'opportunité d'une hausse éventuelle du taux directeur de la Banque du Canada au cours des prochains mois. Le tiers (33 %) des répondants opine en ce sens alors que la moitié (50 %) s'y oppose. Selon Yves St-Maurice, président du Comité des politiques publiques de l'Association, il y a probablement un lien à faire avec la préoccupation des économistes face au fort endettement des ménages qui pourrait rendre les dépenses de consommation plus sensibles à des hausses de taux d'intérêt. Combinée à un effet restrictif sur les investissements et sur le marché immobilier, une hausse trop rapide du taux directeur pourrait ralentir la croissance économique plus que prévu.

En ce qui a trait aux améliorations pouvant être apportés à la gestion des finances publiques québécoises, l'évaluation rigoureuse de l'efficacité des programmes de dépenses est l'approche qui recueille le plus d'adhésion, soit 44 % des répondants. Vient en deuxième lieu la lutte à l'évasion fiscale et la réduction des possibilités d'évitement fiscal (33 %).

Les répondants au sondage sont nettement favorables à ce qu'une aide soit apportée à la presse écrite pour l'aider à survivre à l'importante perte de revenus publicitaires qu'elle a subie aux mains des géants du web. À cet effet, ils sont plus de 46 % à recommander d'agir par le biais de l'imposition des revenus provenant de la publicité sur les réseaux numériques. Dans une proportion de 16 %, ils pensent plutôt que l'État devrait lutter contre la concentration dans le secteur des médias. D'autres encore sont d'avis qu'un soutien financier accru devrait être accordé à la presse écrite (14 %).

Les participants au sondage sont moins catégoriques en ce qui concerne la nécessité d'encadrer la progression du bitcoin et des autres cryptomonnaies. Ainsi, seulement 4 % d'entre eux estiment que le gouvernement fédéral devrait interdire l'usage de ce nouveau mode de paiement. L'option préférée consiste à sensibiliser les usagers aux risques que présentent les cryptomonnaies (43 % des réponses), mais une partie non négligeable (34%) des économistes jugent nécessaire l'adoption d'une réglementation touchant l'usage des cryptomonnaies. Enfin, ils sont seulement 15 % à penser qu'il faut laisser ce marché fonctionner librement.

L'Association des économistes québécois effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage sont en annexe. Les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse :

http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages .

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418-681-9247

Annexe

Au total, 127 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 1^{er} au 9 mars 2018.

Question 1 : L'endettement des ménages québécois

Le taux d'endettement des ménages québécois se situe à environ 160 % du revenu disponible. Selon vous, un tel taux est-il :

Très préoccupant?	16,5%
Préoccupant?	74,0%
Pas du tout préoccupant?	9,5%

Question 2 : Les finances publiques du Québec

Quelle piste serait la plus prometteuse pour améliorer la gestion des finances publiques au Québec ?

Lutter contre l'évasion fiscale et réduire les possibilités d'évitement fiscal	33,1%
Procéder à une évaluation rigoureuse de l'efficacité des programmes de dépenses	44,1%
Combattre la corruption	4,7%
Transférer des responsabilités et des moyens fiscaux conséquents aux municipalités	1,6%
Accorder plus de moyens aux instances de vérification et de contrôle financier	8,7%
Autre (préciser) :	7,9%

Autres réponses/commentaires :

- Penser à long terme: INVESTIR dans l'éducation et la PRÉVENTION en santé ET services sociaux afin d'éviter l'explosion de coûts et la perte de revenus dans le futur.
- Faire des médecins des salariés de l'État
- Rapatrier tous les pouvoirs et ressources financières du fédéral
- Mettre un terme à la péréquation en récupérant nos points d'impôts avec un seul rapport d'impôt
- Récupérer les pouvoirs en matière économique (caisse d'assurance emploi et banque d'infrastructure et de développement avec une politique industrielle structurante au niveau local)
- Une réforme de la fiscalité pour qu'elle soit plus adaptée à la réalité d'aujourd'hui ce qui inclut la lutte contre l'évasion fiscale et la taxation du commerce en ligne pour que les commerces au détail ayant pignon sur rue ne soient pas désavantagés.
- Meilleures distributions des taxes
- Créer des agences qui administreraient les grands programmes (éducation, santé, transport, etc.) à distance des élus et avec un mandat de rigueur et d'efficacité, les élus conservant évidemment le contrôle des grandes orientations de base (comme le RRQ, le RQAP, la CDPQ, etc. déjà le font).
- Ramener le salaire des médecins à un niveau compatible avec un régime public (couper au moins de moitié)
- Mettre en place une stratégie de croissance économique, augmenter la tarte fiscale

Question 3 : L'aide à la presse écrite

Le milieu de la presse écrite demande l'aide des gouvernements pour pouvoir survivre à l'accaparement des revenus publicitaires par Google, Facebook et d'autres géants du numérique. Selon vous, quelle serait la meilleure réponse des gouvernements à cette demande?

Accroître le soutien financier accordé à la presse écrite	14,2%
Imposer davantage les revenus provenant de la publicité sur les réseaux numériques	45,7%
Appliquer des politiques actives de lutte contre la concentration dans le secteur des médias électroniques et traditionnels	15,8%
Laisser le marché fonctionner librement sans intervention gouvernementale	16,5%
Autre (préciser) :	7,9%

Autres réponses/commentaires :

- Une combinaison des deux premières options.
- - Appliquer équité fiscale pour tous les producteurs de contenu numérique.
- Appliquer une déduction d'impôt pour les dépenses en publicité faite sur des médias numériques (et non seulement dans des périodiques, journaux papier et télévision).
- Soutien financier dans la mesure où les entreprises soumettent un plan d'action pour justifier l'appui gouvernemental.
- Imposer les sociétés numériques en fonction de la provenance du chiffre d'affaires (et non pas de la juridiction fiscale). Appliquer les taxes à la consommation systématiquement.
- Enlever la déduction d'impôt pour les dépenses en publicité dans les médias sociaux
- Accorder une déduction fiscale aux individus qui font une contribution aux organismes de presse.
- Trouver une façon d'aider le domaine de la presse écrite sans remettre en question la liberté de presse, ni influencer le modèle d'affaire choisi. Il n'est peut-être pas nécessaire de rester aux journaux en papier, mais c'est aussi important de laisser certaines décisions au marché.
- Une aide financière ponctuelle pour inciter à une numérisation rapide, puis on laisse le marché opérer. On s'assure évidemment que toutes les taxes applicables sont prélevées.
- Appliquer les mêmes règles pour tous

Question 4 : Les cryptomonnaies

Quelle mesure le gouvernement fédéral devrait-il prendre en priorité pour encadrer la progression des cryptomonnaies (bitcoin et autres)?

Interdire l'usage des cryptomonnaies	3,9%
Réglementer l'usage des cryptomonnaies	33,9%
Sensibiliser les usagers aux risques que présentent les cryptomonnaies	43,3%
Laisser le marché s'adapter par lui-même	15,0%
Autre (préciser) :	3,9%

Autres réponses/commentaires :

- Une combinaison de moyens: éducation du public, mais aussi réglementation, au même titre que les autres types de transaction impliquant des monnaies traditionnelles ou d'autres sortes de réservoir de richesse (e.g. actions, obligations, biens immobiliers)
- Interdire le paiement en cryptomonnaies et réglementer les ICO («Initial Coin Offering» servant à lever du capital.
- Ne pas donner nos surplus d'électricité aux "mineurs" de bitcoins et autres crypto-machins.
- inscrire les cryptomonnaies aux banques centrales, discussion du G20 et G7

Question 5 : Le taux directeur de la Banque du Canada

Après avoir haussé son taux directeur à deux reprises au cours des huit derniers mois afin de prévenir une poussée inflationniste, la Banque du Canada doit-elle le hausser de nouveau au cours des prochains mois, au risque de freiner la consommation et l'investissement?

Oui	33,1%
Non	50,4%
Ne sait pas	16,5%